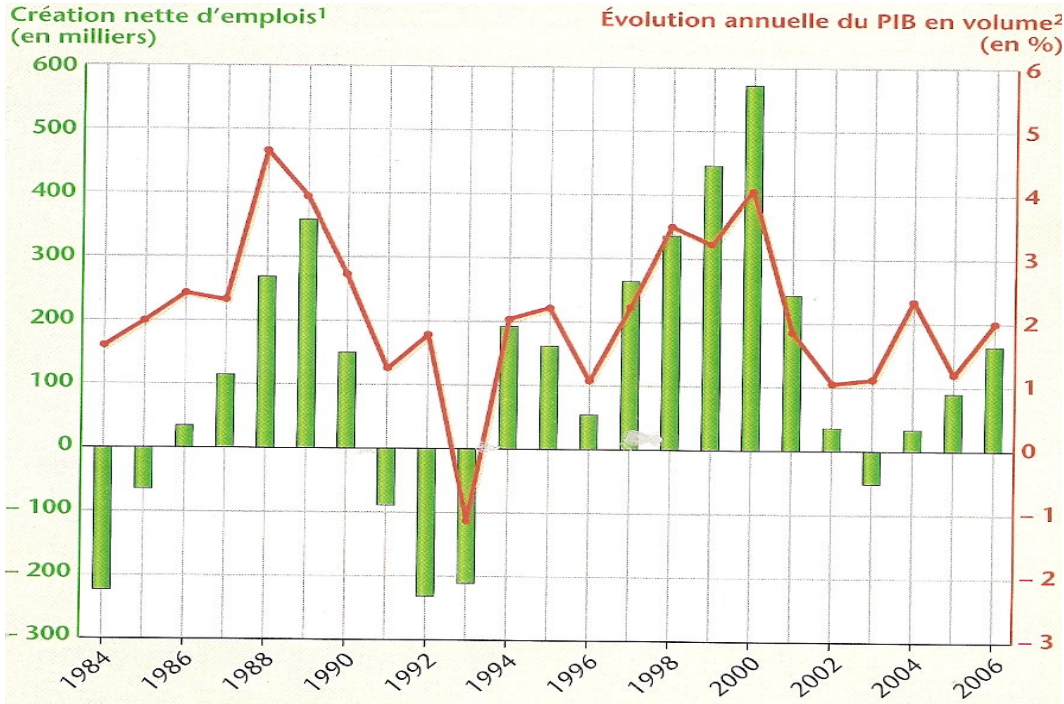


Objectifs du TD :

- ▶ Comprendre un graphique à double échelle.
- ▶ Connaître quelques éléments explicatifs du chômage.
- ▶ Relier un de ces éléments explicatifs à l'actualité économique.

1. Le rôle de la croissance économique

Document 1



Source : Dares, Insee ; Conseil économique et social ; 2007.

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

1. La « création nette d'emplois » est calculée en soustrayant au nombre d'emplois créés au cours d'une période le nombre d'emplois détruits au cours de cette même période.
2. Le PIB « en volume » mesure la quantité de biens et de services produits au cours d'une année sur le territoire national.

Questions :

1. Pour 2006, déterminer approximativement le taux de croissance du PIB et la création nette d'emplois.

.....

2. Faire une phrase avec ces deux chiffres.

.....

.....

3. Quelles années le nombre d'emplois total en France a-t-il été en baisse ?

.....

4. Quel lien peut-on établir entre évolution du PIB et évolution du nombre d'emplois.

.....

.....

5. Expliquez pourquoi la création d'un certain nombre d'emplois ne se traduit mécaniquement par une diminution du nombre de chômeurs.

.....

.....

.....

2. Les aides sociales sont-elles responsables du chômage ?

Document 2

Selon certains économistes, les allocataires de minima sociaux ne seraient pas incités financièrement à prendre un emploi : les revenus issus de l'activité, diminués des coûts qu'elle engendre (transport, habillement, frais de garde d'enfants etc...) seraient insuffisants pour rendre l'emploi attractif au regard du niveau des transferts sociaux (financiers et en nature) dont disposent les individus lorsqu'ils ne travaillent pas. Il serait possible d'inciter les chômeurs à retrouver un emploi en rendant l'emploi plus rémunérateur relativement au non-emploi. [...].

Mais l'emploi n'est pas seulement un moyen d'obtenir un salaire, il permet d'accéder à une série de droits sociaux (notamment la retraite), ce que l'individu intègre lors de sa prise de décision. L'emploi est également source de reconnaissance sociale et facteur d'intégration dans la société, ce qui le rend attractif en soi, même pour une faible rémunération. Il est donc urgent de rappeler que les allocataires de minima sociaux ne le sont pas par choix : beaucoup souhaiteraient travailler et ceux qui retrouvent un travail ont souvent des emplois précaires et des conditions de travail difficiles.

G.Allègre et H.Périer, « Pauvreté et activité : vers quelle équation sociale ? » Lettre de l'OFCE, n°262, juin 2005.

Questions :

1. Que ce sont les minima sociaux ? Donner des exemples de minima sociaux.

.....

2. Pourquoi, selon certains économistes, les minima sociaux peuvent constituer une barrière au retour à l'emploi ?

.....

3. Pourquoi, selon les auteurs, des personnes sans emploi peuvent-elles accepter un emploi même si cela n'augmente pas réellement leur niveau de vie ?

.....

.....

.....

3. Un coût du travail excessif ?

Document 3

Il faut baisser les prélèvements pour favoriser l'emploi. Les représentants des chefs d'entreprises ne cessent de réclamer une baisse des charges sociales alourdissant le coût d'un salarié ou de la TVA. Ainsi, André DAGUIN, le président de l'Union des métiers et de l'industrie de l'hôtellerie, promet la création de centaines de milliers d'emplois dans la restauration si la TVA du secteur baisse de 5.5%. Mais il n'y a pas de corrélation prouvée entre chômage et impôts. Examinons, pour l'année 2005, six pays industrialisés où les taux de prélèvements obligatoires dépassent 43% et sont les plus lourds en proportion du PIB. Trois d'entre eux souffrent d'un taux de chômage supérieur à la moyenne : France (8,4%), Finlande (8,9%) et Belgique (8,2%). Mais trois autres affichent des taux de chômage parmi les plus bas du monde : Suède (6,4%), Danemark (4,8%) et Norvège (4,6%)

J-E Couvrat, « Le chômage », ça m'intéresse, n°311, janvier 2007.

Questions :

1. Qu'est-ce que la TVA ?

.....

.....

2. A quoi correspond le coût d'un salarié pour un chef d'entreprise ?

.....

.....

3. En quoi un niveau excessif de prélèvements obligatoires peut-il freiner l'emploi ?

.....

.....

4. Montrer que le lien entre niveau de chômage et niveau de prélèvements obligatoires n'est pas automatique.

.....

.....

.....

Document 4

Restauration : la TVA passera à 5,5 % le 1er juillet

Nicolas Sarkozy s'est empressé de donner lui-même le top chrono. Le taux de la TVA passera de 19,6 % à 5,5 % dès le 1^{er} juillet 2009 dans la restauration. Ça tombe bien, c'est le début de la saison touristique. Après avoir salivé pendant sept ans, les professionnels ne se sont pas fait prier pour serrer chaleureusement la main présidentielle qui les nourrit. « **C'est un jour extraordinaire** », s'enflamme Dany Deleval, responsable de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih).

Une baisse à la carte. En contrepartie du cadeau gouvernemental, la profession s'engage sur « un contrat d'avenir » de trois ans en quatre volets.

Un, les prix. Les restaurateurs devront répercuter totalement la baisse de la TVA- **soit moins 11,8 % sur sept produits choisis dans une liste de dix : plat du jour, menu entrée-plat, menu plat-dessert, menu enfant, dessert, eau minérale, soda, jus de fruit, café, thé. Le café payé 1,60 € en salle coûtera 1,40 €. Pour un menu à 20 € l'économie sera de 2,40 €.**

Deux, l'emploi. Les syndicats de restaurateurs promettent de créer 40 000 postes en deux ans dont 20 000 « pérennes », en CDI ou CDD, et 20 000 en apprentissage ou en contrat de professionnalisation.

Trois, les salaires. Des négociations doivent s'ouvrir notamment sur les minima conventionnels, mais aussi sur la prévoyance, la mutuelle santé.

Quatre, la modernisation. La profession va bénéficier de prêts bonifiés, *via* Oseo et un fonds *ad hoc*. Le but est d'apporter un milliard d'euros sur trois ans.

Ouest-France, le 23 avril 2009.

Questions :

1. Quelle mesure est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2009 ?

.....

2. Quels sont engagements ont tenu les restaurateurs en contrepartie de cette mesure ?

.....

.....

.....

.....

Document 5 : Extrait vidéo

Questions :

1. 4 mois après l'application de la baisse de la TVA, la baisse des prix , initialement promise par les restaurateurs, a-t-elle eu lieu ?

.....

2. En quoi la baisse des prix est t-elle favorable :

a. Au

restaurateur ?

.....

.....

.....

b. Au consommateur

.....

.....

3. Cette baisse des prix est-elle favorable à

l'Etat ?

.....

.....

4. Comment les associations de restaurateurs expliquent que la baisse des prix n'ait pas encore eu lieu ?

.....

.....